

**Direction Régionale de l'Environnement, de  
l'Aménagement et du Logement du Centre**

Orléans, le 12 novembre 2014

Unité territoriale du Loiret

**INSTALLATIONS CLASSEES**

-----

**Etablissement GALVA 45 à ESCRENNES**

-----

**Proposition d'un arrêté préfectoral complémentaire prescrivant  
les garanties financières pour la mise en sécurité des  
installations définies au 5° de l'article R.516-1 du code de  
l'environnement**

## **RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES**

### **I – Contexte réglementaire**

La loi n° 76-663 du 16 juillet 1976 modifiée relative aux installations classées a introduit l'obligation de garanties financières pour la mise en sécurité de certaines installations classées.

La loi n° 2003-669 du 30 juillet 2003 relative à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages est venue élargir leur champ d'application aux installations classées présentant des risques importants de pollution ou d'accident, définies par décret en Conseil d'Etat.

Ces dispositions sont désormais codifiées aux articles L.516-1 et 2 du code de l'environnement.

Le décret d'application de ces articles a été signé le 3 mai 2012 (n° 2012-633) et est relatif à l'obligation de constituer des garanties financières en vue de la mise en sécurité de certaines installations classées pour la protection de l'environnement.

Ces dispositions sont codifiées aux articles R.516-1 et 2 du code de l'environnement

Afin de mettre en œuvre cette réforme, des arrêtés ministériels ont été publiés au Journal Officiel et concernent :

- les modalités de détermination et d'actualisation du montant des garanties financières pour la mise en sécurité des installations classées et des garanties additionnelles en cas de mise en œuvre de mesures de gestion de la pollution des sols et des eaux souterraines (arrêté du 31 mai 2012) ;
- la liste des installations classées soumises à l'obligation de constitution des garanties financières en application du 5° de l'article R.516-1 du code de l'environnement (arrêté du 31 mai 2012 modifié le 20 septembre 2013) ;
- les modalités de constitution des garanties financières prévues aux articles R.516-1 et suivants du code de l'environnement (arrêté du 31 juillet 2012),

- les modalités de constitution de garanties financières par le biais d'un fonds de garantie privé prévue au I de l'article R.516-2 du code de l'environnement (arrêté du 5 février 2014)

Les établissements entrant dans le champ d'application de cette réglementation, et dont le calcul des garanties financières excède 75 k€ TTC, sont soumis à l'obligation de constituer des garanties financières.

Le présent rapport vise à proposer à Monsieur le préfet la prescription, par voie d'arrêté préfectoral, du montant des garanties financières pour la société GALVA 45 sise sur le territoire de la commune d'ESCRENNES.

## **II – Présentation de l'établissement**

Raison sociale : Etablissement GALVA 45.

Adresse de l'établissement : 17 rue de la Gare, Zone Industrielle à ESCRENNES.

Activités principales : traitement de surfaces des métaux et galvanisation.

## **III – Calcul des garanties financières**

La société GALVA 45 est autorisée par arrêté préfectoral du 21 décembre 1999 pour l'exploitation d'une installation de traitement de surfaces des métaux et galvanisation.

Conformément aux dispositions de l'article R.516-1 du Code de l'environnement et à celles des arrêtés ministériels d'application susmentionnés, les installations susceptibles, en raison de la nature et de la quantité des produits et déchets détenus, d'être à l'origine de pollutions importantes des sols ou des eaux sont désormais soumis à l'obligation de garanties financières.

La société GALVA 45 est donc soumise à l'obligation de constitution des garanties financières, elle est concernée par les rubriques de la nomenclature des installations classées suivantes : 2565 et 2567.

Par courriers en date du 22 avril, 4 juillet, 18 juillet et 6 août 2014, la société a fourni un calcul du montant des garanties financières applicables, dont le montant s'élevait à 69 092 € TTC, dont un montant nul pour le gardiennage au prétexte que le site est « entièrement clôturé et sous alarme ».

## **IV – Avis du service instructeur**

Après examen par le service d'inspection, le calcul des garanties financières transmis par la société GALVA 45 est considéré comme conforme aux dispositions de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 relatif aux modalités de détermination et d'actualisation du montant des garanties financières pour la mise en sécurité des installations classées et des garanties additionnelles en cas de mise en œuvre de mesures de gestion de la pollution des sols et des eaux souterraines et à celles de la note ministérielle de la DGPR référencée BSSS/2013-265/EF du 20 novembre 2013 en dehors de l'évaluation du poste lié aux mesures de gardiennage.

En effet, la note ministérielle précitée prévoit :

*« au vu des pratiques usuellement observées, un montant raisonnable pour le gardiennage est de minimum 15 000 €, ces 15 000 € serviront à garder le site à la cessation d'activité afin d'assurer la mise en sécurité d'urgence des installations présentant le plus de risques ».*

Ainsi, l'inspection des installations classées a retenu un montant de 15 000 € pour le poste relatif au gardiennage.

Le montant des garanties financières a été réévalué. Le montant des garanties financières ainsi revu s'élève à 87 362 € TTC.

De plus, certaines données qui encadrent ce calcul doivent être désormais prises en compte dans les prescriptions préfectorales, et concernent :

- la dernière valeur de l'indice public TP01 de 700,4 (indice de juillet 2014, publié au journal officiel d'octobre 2014).

Compte tenu que le montant des garanties financières réévalué par l'inspection excède le montant de garantie de 75 000 €, l'exploitant est tenu de constituer des garanties financières dans les conditions prévues à l'article R.516-2 du code de l'environnement auprès d'organismes définis à ce même article (entreprise d'assurance, société de caution mutuelle, caisse des dépôts et consignations...).

#### **V – Conclusions et propositions**

Au vu des éléments précités, l'inspection des installations classées propose à Monsieur le préfet du LOIRET, par voie d'arrêté préfectoral complémentaire, conformément à l'article R 512-31 du Code de l'Environnement, de prescrire le montant des garanties financières évalué pour chacun des exploitants visés par le présent rapport.

Un projet d'arrêté préfectoral relatif à la société GALVA 45 est joint en ce sens en annexe du présent rapport et doit être soumis pour avis aux membres du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques, conformément à l'article R 512-31 précité.

L'inspection des installations classées propose à Monsieur le préfet du LOIRET de soumettre l'arrêté préfectoral complémentaire joint lors du prochain CODERST en sa session de décembre 2014.

L'inspecteur des installations classées,

Signé

Vu et transmis avec avis conforme à M. le Préfet du LOIRET,

Pour le Directeur,

Signé